

Entretien de Noëlle Lenoir avec TV5 sur l'élargissement de l'Union européenne (16 décembre 2002)

Légende: Le 16 décembre 2002, Noëlle Lenoir, ministre française déléguée aux Affaires européennes, commente les décisions du Conseil européen de Copenhague en ce qui concerne l'élargissement de l'Union européenne.

Source: Entretien de la ministre déléguée aux Affaires européennes, Mme Lenoir, avec TV5 L'Invité, Paris, 16 décembre 2002). [EN LIGNE]. [Paris]: Ministère des Affaires étrangères de la République française, [15.04.2005].

Disponible sur

<http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=4&K=932970505&W=DATE+%3D+%2716.12.2002%27+AND+TEXTE+PH+IS+%27lenoir%27+ORDER+BY+DATE/Descend>.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/entretien_de_noelle_lenoir_avec_tv5_sur_l_elargissement_de_l_union_europeenne_16_decembre_2002-fr-c4b542d3-a72e-4e93-a6b0-16e34c46d17e.html

Date de dernière mise à jour: 05/09/2012

Entretien de la ministre déléguée aux Affaires européennes, Mme Noëlle Lenoir avec TV5 (16 décembre 2002)

Q - Madame Lenoir, vous êtes la ministre française déléguée aux Affaires européennes, je vous invite au lendemain du Sommet européen de Copenhague. Sauf surprise de dernière minute il faudra parler dès le 1er mai 2004 de l'Europe des 25, donc un élargissement de 15 à 25 qui sera effectif après signature d'un traité d'adhésion, ratification par chacun des 25 pays. Est-ce que vous craignez des surprises, est-ce qu'il pourrait y en avoir parmi ces nouveaux pays, on parle par exemple de Malte et de la Lettonie, qui seraient déjà moins "chauds" pour rentrer dans l'Europe ?

R - Nous ne sommes jamais à l'abri d'aucune surprise ; de manière générale, je n'en crains pas. Il y a vraiment un enthousiasme général dans tous ces pays qui d'ailleurs pour certains trouvent qu'en France on ne fait pas assez l'élargissement, comme on le devrait, c'est-à-dire comme la naissance d'une nouvelle Europe, d'un monde débarrassé de ce partage cynique décidé à Yalta après la dernière guerre mondiale. Je pense que les peuples et pas seulement les gouvernements de ces pays, souhaitent vraiment l'adhésion à l'Union européenne.

Q - Pour la France ce sera une ratification par le Parlement français, pas par référendum ?

R - C'est au président de la République de décider le mode de ratification des traités, pour l'instant rien n'est décidé.

Q - Ce serait plutôt une ratification parlementaire ?

R - Rien n'est décidé, je ne peux donc pas vous répondre.

Q - Vous disiez que les opinions publiques étaient de plus en plus favorables, en tout cas toujours aussi favorables à l'Europe. Ce n'est pas vraiment le cas dans certains pays, justement dans les dix nouveaux pays membres. On voit qu'il y a un effritement de l'enthousiasme européen. N'y a-t-il pas réellement quelque part un déficit d'information sur l'Europe auprès des opinions publiques justement ?

R - Dans les pays qui vont nous rejoindre, les dix que vous avez cités et même les treize autres, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie.

Q - Parenthèse : êtes-vous favorable à l'entrée de la Turquie ?

R - Je crois que le processus est en marche, c'est ce qui a été confirmé au Conseil européen de Copenhague. La Turquie n'est pas prête, cela a été aussi confirmé à Copenhague, mais le jour où elle sera prête ce sera une très grande chance pour nous d'avoir un pays qui nous ouvre sur une civilisation très ancienne, porteuse d'avenir et ce sera aussi une très grande chance de stabilité dans toute cette région.

Q - Alors sur le déficit d'information, de communication sur l'Europe, c'est si difficile de "vendre" l'Europe, de parler de l'Europe ?

R - C'est très difficile de "vendre" l'Europe parce que c'est un grand projet politique. C'est un espace qu'on construit ensemble, parce qu'on veut vivre ensemble, on veut cet espace de liberté, de stabilité et, aussi, on veut construire une identité qui est faite d'une diversité de cultures, de traditions et de vécu historique. C'est très difficile car la construction de cet espace européen, de cette communauté de valeurs européennes est médiatisée par les Etats. C'est donc à chaque Etat d'expliquer pourquoi on veut créer ce grand ensemble au-dessus de l'Etat nation.

Q - Vous parlez vous-même d'identité européenne : est-ce que justement l'élargissement à vingt-cinq n'est pas plutôt un risque de dilution de cette identité ?

R - Au contraire, l'élargissement à vingt-cinq, c'est la réunification de l'Europe telle qu'elle aurait dû toujours

exister, c'est-à-dire une Europe à l'échelle du continent, qui est faite de cultures différentes, mais qui toutes ont été porteuses de l'universel, qui toutes ont généré pour ne citer que les Droits de l'Homme, la démocratie ; par exemple c'est cela que nous voulons consolider en Europe et il y a nécessité de consolider ces principes face aux grands défis de la mondialisation.

Q - Vous parleriez plutôt de réunification que d'élargissement de l'Europe ?

R - C'est la réunification de l'Europe, puisqu'on a, ce vendredi 13, définitivement effacé la blessure du Mur de Berlin.

[...]